

LA LOGIQUE DU CAÏD

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Avec Antoine (quinze ans), je suis allé voir l'exposition des fantaisies géométriques de Maurits Cornelis ESCHER à La Monnaie de Paris en bord de Seine. Regarder des oiseaux se transformer en poissons et monter des escaliers successifs pour se retrouver au rez-de-chaussée était inspirant au moment où tous les repères de la vie politique, nationale et mondiale, sont à la dérive. En route, nous sommes passés devant le Palais de justice, dont un beau soleil printanier éclairait le cadran solaire. Et la devise qui y figure est particulièrement opportune : *Hora fugit stat lex* (Le temps passe ; la loi reste).

Le 20 février 2026, la règle de droit a été sévèrement rappelée par la Cour Suprême des États-Unis au Président américain Donald TRUMP : il n'avait pas le pouvoir d'imposer le 2 avril 2025 des droits de douane aux produits importés sans obtenir l'accord du Congrès. Comme le rappelle Jean-Marc VITTORI dans *Les Échos* du 24 février 2026, l'article premier de la Constitution américaine de 1787 stipule que « le Congrès aura le pouvoir de lever et percevoir des taxes, droits, impôts et accises » et la Cour Suprême a précisé en 1824 que les tarifs douaniers étaient « très clairement inclus ». Certains observateurs français ont pu être surpris qu'une Cour, composée en majorité de conservateurs, dont bon nombre avaient été nommés par Trump durant son premier mandat, mette le holà au projet favori du Président, mais il est bon de se rappeler, en ces temps de despotisme grossier à Washington, que les États-Unis sont une démocratie, avec une nette séparation des pouvoirs entre l'exécutif (le Président), le législatif (Chambre des représentants et Sénat) et le judiciaire (la Cour suprême).

Je passe sur les insultes que Trump a adressées immédiatement aux juges sur son réseau social, les accusant carrément de complicité avec l'étranger {en l'occurrence la Chine} et je note qu'il a adouci le ton dans le « Discours de l'état de l'Union » qu'il a prononcé peu après, le mardi 24 février, devant les deux Chambres réunies. Il s'est alors borné à mentionner une « décision très malheureuse » de la Cour suprême (*very unfortunate ruling*), en ajoutant aussitôt qu'il avait d'autres moyens juridiques pour obtenir le même résultat, « sans qu'une intervention du Congrès soit nécessaire ». Une taxe uniforme de 10% (ou 15% ?) sur toutes les importations

a été mise en œuvre le même mardi, pour 150 jours ; et des menaces ont été proférées en direction des pays partenaires qui voudraient profiter de cet « arrêt » pour remettre en cause des *deals* passés avec ces pays {ces gros yeux visaient implicitement l'Europe dont le Parlement vient de geler l'application du *deal* signé il y a quelques mois}.

En ami sincère, j'ai voulu vous éviter l'épreuve de regarder et écouter le discours fleuve (près de deux heures de télévision en direct !) que le Président a déroulé devant les parlementaires américains, composés d'une courte majorité de « Républicains » à la gauche de l'orateur, se levant pour applaudir chaque paragraphe de l'allocution présidentielle, et d'une minorité de « Démocrates » qui sont restés stoïquement assis à sa droite, même quand le Président les accusait des pires crimes. Trump a développé trois thèmes d'une saga dont il se croit le héros et les Démocrates (avec son prédécesseur Joe BIDEN) les vilains.

Premier thème : l'économie. Trump dit avoir hérité de « la pire inflation dans l'histoire des États-Unis », inflation qui est en train de plonger (*plummeting*) grâce à lui. Et de citer la chute de 16% du prix des œufs, la baisse significative du prix du bœuf {grâce à des importations massives de bœuf argentin}, la chute du prix de l'essence et la cassure des prix des médicaments (que les Démocrates maintenaient élevés en refusant de s'attaquer aux rentes des entreprises pharmaceutiques comme Trump a prétendu le faire). Les électeurs ne semblent pas vraiment percevoir les miracles promis par le candidat Trump sur la hausse de leur pouvoir d'achat, le président était sur un terrain délicat, d'autant que les fameux droits de douane imposés depuis le printemps 2025 (200 Mds \$) ont été en majeure partie payés par les entreprises américaines importatrices et par les consommateurs.

Deuxième thème : l'immigration illégale. La propagande présidentielle a conjugué un ton violent et un fond nourri de faits divers dramatiques à souhait. Les Démocrates sont restés assis alors qu'ils étaient sommés d'approuver la politique de « zéro immigration illégale », et ont été traités de « *pro-crime* » et de « *crazy* », qui rouvriraient les frontières {s'ils remportaient les élections législatives de novembre 2026}. Et Trump a rendu hommage à des victimes d'immigrés illégaux et à des héros qui se sont portés au secours de victimes, toutes personnes présentes dans les tribunes du public, dans des séquences indéniablement émouvantes. Ajoutons une mère qui avait pu enfin se payer le traitement contre l'infertilité ; une jeune femme dont les parents ne voulaient pas qu'elle change de sexe ; la *First lady*, mentionnée en *movie star* ; deux centenaires, vétérans de combats glorieux ; un pilote

d'hélicoptère qui, malgré une blessure à la jambe « dont le sang ruisselait dans la cabine », a déposé le commando qui s'est emparé du président vénézuélien et l'a ramené aux États-Unis. Le meeting électoral était ciselé, même s'il a peu révélé les projets législatifs du Président pour l'année à venir. D'ailleurs pourquoi légiférer puisque « *the Golden age of America* » est devenu une réalité (avec 2,4 millions d'Américains qui n'ont plus besoin de *food stamps* !) ? Le vice-Président VANCE s'est vu confier une grande mission contre la fraude {plutôt fraude sociale que fraude fiscale ; des Somaliens auraient détourné 12 milliards de dollars dans le Minnesota !}

La dernière partie, sur la politique étrangère, a été expédiée en un quart d'heure. Le président Trump dit avoir arrêté huit guerres, qu'il a énumérées, dont la guerre à Gaza, grâce à des négociateurs qu'il a nommés et félicités : tous les otages ont été libérés ou leurs corps restitués. Mais le président n'a pas évoqué la suite, ne mentionnant pas le « Conseil pour la paix » qu'il a réuni sous sa présidence.

Sur l'Ukraine, il a regretté que 25 000 soldats meurent chaque mois, sans faire de distinction entre agresseur et agressés, et souligné que s'il avait été président en 2022, le conflit n'aurait pas eu lieu (?).

L'Iran est le seul à avoir eu l'honneur d'un long développement. Qualifié de « sponsor du terrorisme », ce pays, selon lui, doit non seulement renoncer à tout projet d'armes nucléaires, mais aussi interrompre sa fabrication de missiles qui peuvent aujourd'hui atteindre l'Europe et demain l'Amérique. Trump mentionne les 32 000 manifestants tués et sous-entend que son intervention a permis d'éviter des condamnations à mort.

Et les « amis et alliés » ? Ni les pays européens, ni le Japon, ni la Corée ne sont mentionnés {La Chine non plus, sauf dans son appui défectueux à la protection de l'ex-président Maduro}. Le président se borne à rappeler qu'ils se sont engagés à porter leur budget militaire de 2% à 5% du Produit intérieur brut. Ils {les Européens} paient désormais pour l'Ukraine, ce qui permet au gouvernement américain de verser un « dividende de guerre » de 1776 dollars {la date de la Déclaration d'indépendance} à chaque soldat ... et « aussi aux pompiers qu'on oublie trop souvent ». La moralité de cette politique étrangère est clairement affichée : *We have to be strong. Peace through strength*. Nous {les Américains} devons être forts. « La paix par la force » est désormais notre devise.

Dans ce discours à visée clairement électorale, transparait une Amérique à la fois puissante et fragile. Puissante par sa monnaie, le dollar qui a, jusqu'à présent, financé sans limite un déficit public abyssal évalué à 5% du Pib par le FMI, l'épargne européenne et asiatique achetant volontiers les bons du Trésor américain, plus sûrs et plus fluides que l'euro, le yen ou le renminbi. Puissante par sa maîtrise des industries de l'information qui dominent les marchés et les esprits du monde entier. Puissante évidemment par sa force militaire inégalée.

Mais fragile aussi, en raison d'une euphorie boursière qui donne aux Américains l'illusion qu'ils sont plus riches qu'ils ne le sont réellement. On parle de plus en plus de bulles qui pourraient se dégonfler à court terme. Fragile enfin parce que le caïd fantasque de Washington opère par coups successifs (des *business deals* !), dans un mépris total des institutions démocratiques américaines et des alliances sécuritaires, transatlantique et transpacifique. Ceci face à une Chine qui a la claire ambition de retrouver la position dominante qui était la sienne il y a un millénaire, et une Russie qui vit de nostalgie tsariste.

Même si les élections américaines de novembre tempèrent le despote, l'Europe sera contrainte de sortir de la « vassalisation heureuse » qui a été la sienne depuis 1945. Unissons nos forces pour investir l'épargne européenne dans la jeunesse, la sécurité, la science, l'écologie. Et évitons le piège trumpien de faire des étrangers et des pauvres les boucs émissaires de nos faiblesses !

28 février 2026